

Envoyé en préfecture le 31/12/2020

Reçu en préfecture le 31/12/2020

Affiché le

**SLOW**

ID : 038-200064434-20201217-DEL2020148-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE



## RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2021

**Mairie Les Deux Alpes** - 48 Av. de la Muzelle - 38860 Les Deux Alpes ☎ **04 76 79 24 24** ✉ [accueil@mairie2alpes.fr](mailto:accueil@mairie2alpes.fr)

**Mairie annexe Mont de Lans village** - Le village Mont de Lans - 38860 Mont de Lans ☎ **04 76 80 04 24** ✉ [mont-de-lans@mairie2alpes.fr](mailto:mont-de-lans@mairie2alpes.fr)

**Mairie annexe Venosc village** - 5 rue du Câble - Le Courtil - 38520 Venosc ☎ **04 76 80 06 75** ✉ [venosc@mairie2alpes.fr](mailto:venosc@mairie2alpes.fr)

🌐 [www.mairie2alpes.fr](http://www.mairie2alpes.fr)

Toute la correspondance doit être adressée impersonnellement à M. le Maire



Envoyé en préfecture le 31/12/2020

Reçu en préfecture le 31/12/2020

Affiché le



ID : 038-200064434-20201217-DEL2020148-DE

## SOMMAIRE

PREAMBULE .....	5
I) Le contexte national et le Projet de Loi de Finances (PFL) 2021.....	5
Les principales dispositions du PLF 2021 intéressant les collectivités locales et incidences sur la Commune Les Deux Alpes : .....	7
La fiscalité des ménages : .....	7
La fiscalité des entreprises: .....	7
La révision des valeurs locatives des Etablissements Industriels: (article 4 du PLF).....	7
La simplification de la taxation de l'électricité : (article 13 du PLF).....	8
Adaptation de la Taxe d'Aménagement en vue de lutter contre l'artificialisation des sols: (article 43 du PLF) .....	9
Transfert à la Direction Générale des Finances Publiques (DDFIP) la gestion des taxes d'urbanismes: (article 44 du PLF) .....	9
II) Les orientations budgétaires 2021 .....	9
II-1) La section de Fonctionnement.....	10
II-1-1) Les recettes de fonctionnement.....	10
II-1-2) Les dépenses de fonctionnement.....	12
II-2) La section d'Investissement .....	13
Les principaux projets d'investissement de l'exercice 2021 sont les suivants : .....	13
III) La dette .....	14
IV) Le Budget de l'Eau .....	14
V) Le Budget annexe du lotissement de Venosc.....	15

Envoyé en préfecture le 31/12/2020

Reçu en préfecture le 31/12/2020

Affiché le



ID : 038-200064434-20201217-DEL2020148-DE

# RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2021 – BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES : EAU POTABLE ET LE LOTISSEMENT DE VENOSC

## PREAMBULE

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale (NOTR) impose aux collectivités la production d'un Rapport d'Orientations Budgétaires soumis au vote de l'assemblée délibérante. Le décret d'application du 24 juin 2016 encadre le contenu de ce rapport. Il stipule que le rapport doit comporter les informations suivantes :

- 1) Les orientations budgétaires envisagées par la commune portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification et des subventions.
- 2) La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme.
- 3) Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Les orientations budgétaires pour le projet du budget 2021 sont établies, d'une manière générale, selon le contexte économique national et local. Le Projet de Loi des Finances 2021 fixe le cadre national pour les mesures concernant les Collectivités Territoriales ; mesures impactant fortement les collectivités en raison de la crise sanitaire et économique que traverse notre pays.

Ce rapport d'orientations budgétaires présente d'abord les principales mesures à destination des collectivités territoriales (I) prévues dans le Projet de Loi de Finances (PLF) 2021, ensuite les orientations budgétaires du projet du budget 2021 pour les deux sections (II) et enfin la situation de l'endettement de la Commune (III). Les orientations budgétaires des Budgets annexes figurent dans la dernière partie.

### **I) Le contexte national et le Projet de Loi de Finances (PFL) 2021.**

La loi de finances pour l'année 2020 a été promulguée le 28 décembre 2019 mais la crise sanitaire engendrée par l'épidémie de COVID-19 a perturbé fortement le contexte économique et budgétaire national depuis mars 2020.

Quatre lois de finances rectificatives ont été promulguées les 23 mars 2020 et le 30 novembre 2020.

Envoyé en préfecture le 31/12/2020  
Reçu en préfecture le 31/12/2020  
Affiché le 25 avril 2020, 30 j  
ID : 038-200064434-20201217-DEL2020148-DE

L'objectif de toutes les mesures prises dans le cadre de ces lois rectificatives est de corriger les prévisions économiques nationales et déployer des aides d'urgence. La pandémie de COVID-19 a en effet bouleversé les prévisions plutôt optimistes inscrites dans la Loi de finances 2020.

Le Projet de Loi de Finances 2021 s'inscrit dans un contexte de crise. La prévision de croissance est revue à - 11% pour 2020, contre - 10 % dans le projet de loi de finances pour 2021, en raison du dernier confinement débuté le 30 octobre 2020.

Le PLF 2021 est bâti sur une hypothèse de croissance économique nationale de +8% en 2021. Un taux élevé qui s'inscrit dans le cadre de la relance économique. Le taux de l'inflation se situerait à 0,6% contre 1% pour 2020. Il prévoit également un déficit public de -11,3% du Produit Intérieur Brut (PIB en hausse de 1,1 point par rapport à la prévision sous-jacente au PLF 2021).

L'objectif premier du PLF 2021 est la relance économique à travers la mise en place de plusieurs mesures destinées à la fois aux entreprises, notamment pour l'allègement des impôts de production, et aux collectivités territoriales pour la reprise des investissements.

Pour les collectivités locales, deux mesures importantes de ce projet de loi de finances qui concernent d'une part la fiscalité des ménages et d'autre part celle des entreprises.

La réforme fiscale pour les ménages se matérialise dès 2021 par la suppression de la taxe d'habitation et le transfert de la taxe foncière perçue par les Départements vers les communes. Un mécanisme de coefficient correcteur sera également mis en place pour assurer une péréquation horizontale (entre communes).

Concernant les entreprises, un allègement de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), par la division de moitié de la base foncière des Etablissements Industriels. Cette perte de recette sera également compensée par l'Etat.

**Les principales dispositions du PLF 2021 intéressant les collectivités locales****Les Deux Alpes :****La fiscalité des ménages :**

- Le gouvernement confirme dans le texte de loi que 80 % des foyers fiscaux ne paieront plus la taxe d'habitation en 2020. Pour les 20 % des ménages restants, l'allègement sera de 30 % en 2021, puis de 65 % en 2022. En 2023, plus aucun foyer ne paiera de taxe d'habitation sur sa résidence principale.
- En revanche, la taxe d'habitation sur les résidences secondaires est maintenue.
- L'actualisation des bases fiscales en 2021 pour la taxe d'habitation des résidences secondaire et de la taxe foncière serait nulle.
- La part départementale de taxe foncière sur les propriétés bâties est intégralement transférée aux communes à partir de 2021. Pour les intercommunalités et les départements, les pertes de recettes de taxe d'habitation (des résidences principales) et de taxe foncière sont intégralement compensées par l'affectation d'une fraction de TVA, comme cela existe déjà pour les régions.
- Un coefficient correcteur est institué afin de neutraliser les écarts de compensation liés au transfert de la part départementale de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties. La différence entre la perte du produit de la TH sur les résidences principales et le produit supplémentaire résultant du transfert de la part départementale de TFPB sera calculée sur la base de la situation constatée à la fin de 2020. Toutefois, les taux de TH pris en compte seront ceux appliqués en 2017.
- les communes pour lesquelles la surcompensation est inférieure ou égale à 10 000 € ne seront pas concernées.

*Pour Les Deux Alpes : ce transfert n'aura pas d'incidence sur le produit fiscal perçu : la Commune retrouvera le même produit fiscal de la TH des habitations principales et celui de la taxe foncière.*

**La fiscalité des entreprises:**

La réforme des impôts de production : la Cotisation des Entreprises (CET) est composée d'une part de de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) et d'autre part de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE).

Afin de relancer l'activité économique, le Gouvernement envisage d'alléger cet impôt sur les Entreprises, mais prévoit de compenser la recette manquante aux collectivités.

**La révision des valeurs locatives des Etablissements Industriels: (article 4 du PLF)**

Le PLF propose de retenir de nouveaux taux d'intérêt en se basant uniquement sur le taux d'amortissement des biens. Concernant les terrains, certes non amortissables, leurs agencements le sont et c'est ce qui donne la valeur du terrain. Pour les constructions, leur taux d'amortissement varie aujourd'hui entre 5 et 10 %. Ainsi, le PLF fixe pour 2021 des taux d'intérêt à 4 % pour les terrains et leurs age

ncements, et à 6 % pour les constructions et installations.

Cette révision de taux d'intérêt aboutit à la division par 2 des valeurs industrielles et de fait des cotisations d'impôts fonciers payées par les entreprises. Cet allègement d'impôt est de 1,54 milliard € pour la CFE et de 1,75 milliard € pour la TFPB et devrait concerner 32 000 entreprises.

L'Etat, par l'intermédiaire d'un nouveau prélèvement sur recettes (PSR) de 3,29 milliards € en 2021, compense intégralement les communes et les EPCI à fiscalité propre de cette perte de recettes fiscales.

Concernant l'autre impôt des entreprises : la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), le taux de prélèvement sera également réduit. Il est important de rappeler que cet impôt est calculé sur la base de la valeur ajoutée réalisée en N-1. Compte tenu de la crise sanitaire et des deux périodes de confinement de 2020, les entreprises ont subi une forte baisse de chiffres d'affaires de part leur fermeture administrative. Le produit fiscal de cet impôt sera inférieur à celui des années antérieures.

*Pour Les Deux Alpes : La réforme relative à la CVAE se traduit par une baisse du produit fiscal de 12%. CVAE perçue en 2020 est de 402 290€ ; en 2021 ce produit sera de 352 661€, sous réserves des dernières modifications.*

### **La simplification de la taxation de l'électricité : (article 13 du PLF)**

La taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE) est composée de :

- la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE), gérée par l'administration des Douanes et qui abonde le budget de l'Etat
- la taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE), perçue par les communes ou les EPCI qui exercent la compétence d'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité
- la taxe départementale sur la consommation finale d'électricité (TDCFE).

Ces taxes ont toutes pour assiette la quantité d'électricité consommée par les particuliers et les professionnels (sauf exceptions). Actuellement, la 1<sup>ère</sup> taxe applique à cette assiette un tarif national en €/MWh alors que les 2 dernières taxes appliquent un tarif local. Il est calculé par l'application d'un coefficient multiplicateur (encadré mais voté par la collectivité compétente) à un montant de base (en €/MWh) fixé par l'Etat. Ce tarif de base varie en fonction du type de consommation (professionnelle ou non) et de la puissance souscrite.

2 objectifs apparaissent :

- **simplifier la gestion de la TCFE.** Cet article prévoit de centraliser la gestion de ces taxes dans un guichet unique à la direction générale des finances publiques (DGFiP) afin de simplifier les factures d'électricité, les déclarations des fournisseurs d'électricité et de mettre fin aux services locaux de gestion et de contrôle.
- **harmoniser les tarifs de la TCFE** au niveau national. Cet article retire le caractère local de la taxation avec une harmonisation des tarifs des TCCFE et TDCFE.

Le produit perçu par l'Etat sera reversé par quote-part aux collectivités bénéficiaires.



3 étapes sont proposées :

- 1<sup>er</sup> janvier 2021 : alignement des dispositifs juridiques des 3 sous taxes et du tarif de la TDCFE sur le tarif maximum, et début d'harmonisation du tarif de la TCCFE
- 1<sup>er</sup> janvier 2022 : transfert de la gestion des TICFE et TDCFE à la DGFIP et nouvelle étape d'harmonisation du tarif de la TCCFE
- 1<sup>er</sup> janvier 2023 : transfert de la gestion de la TCCFE à la DGFIP et finalisation de l'harmonisation du tarif de la TCCFE pour atteindre le tarif maximum.

*Pour Les Deux Alpes : cette taxe est perçue par le SEDI 38, dans le cadre de son règlement et des conventions avec les communes de moins de 2000 habitants. D'où la participation du SEDI aux travaux d'enfouissement des réseaux et la mise en place des bornes électriques.*

### **Adaptation de la Taxe d'Aménagement en vue de lutter contre l'artificialisation des sols: (article 43 du PLF)**

Cet article propose d'adapter la taxe d'aménagement avec 3 mesures :

- Encourager davantage l'utilisation de la part départementale de la taxe d'aménagement affectée aux espaces naturels sensibles en y intégrant les opérations de renaturation.
- Exonérer de taxe d'aménagement les places de stationnement intégrées au bâti pour réduire la surface au sol dédiée aux stationnements.
- Le taux de la taxe d'aménagement compris entre 1 et 5 % (décision de la collectivité) peut être majoré (jusqu'à 20%) mais de façon très contrainte pour financer uniquement des travaux substantiels de voirie, de réseaux ou la création d'équipements publics généraux. Cet article propose d'élargir les motifs de majoration du taux pour un emploi destiné à des actions de renouvellement urbain.

### **Transfert à la Direction Générale des Finances Publiques (DDFIP) la gestion des taxes d'urbanismes: (article 44 du PLF)**

L'objectif étant une réduction des délais de traitement : passer à 90 jours au lieu de 12 à 24 mois. Ce dispositif est sans incidence sur la perception des taxes par les Collectivités.

## **II) Les orientations budgétaires 2021**

Depuis l'année 2017, la Commune a connu des évolutions très importantes à la fois sur son périmètre géographique que celui de son intervention.

Dans un premier temps, elle s'est élargie en tant que Commune Nouvelle avec l'intégration de communes historiques (Mont de Lans et Venosc). Dans un second temps, elle a été créée d'intervention avec la prise de certaines compétences assurées jusqu'alors par la Communauté des Communes de l'Oisans.

Toutes ces transformations se sont accompagnées par des flux financiers entrants et sortants, modifiant de manière notable les budgets annuels.

Toutefois, soucieuse de maîtriser l'évolution de ses dépenses la collectivité veille à répondre aux besoins des citoyens tout en maintenant une situation financière saine.

Avec la crise sanitaire, les Collectivités Territoriales sont très impactées dans leurs budgets : des recettes en baisses et de nouvelles dépenses non prévues.

## **II-1) La section de Fonctionnement**

Il est important de rappeler que les collectivités sont souveraines en matière de prévisions budgétaires des budgets primitifs. Les prévisions des dépenses et des recettes de chaque section, sont estimées en fonction des obligations et contraintes nécessaires au bon fonctionnement des services communaux.

Aussi, les propositions du budget 2021 ont été bâties à la fois sur la base du budget primitif 2020 et sur le Compte administratif 2019 ; afin d'être au plus juste des montants des réalisations.

### **II-1-1) Les recettes de fonctionnement**

L'exercice 2020 est une année atypique en raison de la crise sanitaire COVID 19 : les recettes totales communales de la section de fonctionnement sont en baisse de près de 6 millions d'euros (soit -29%). La déduction des recettes exceptionnelles et des opérations d'ordre ramènent cette baisse à 1,250 millions d'euros (soit -5%).

Les postes les plus impactés sont ceux liés à l'activité touristique de la Commune.

➤ **Les recettes liées à l'activité touristique :**

Objet de la recette	CA Estimé 2020	CA 2019	Ecart en €	Ecart en %
Taxe de séjour	870 000 €	1 177 354 €	-307 354 €	-26%
Taxe sur les remontées mécaniques	834 813 €	1 002 358 €	-167 545 €	-17%
Redevance versée par le délégataire	880 614 €	1 132 376 €	-251 762 €	-22%
Loyers perçus	548 500 €	607 013 €	-58 513 €	-10%
Secours sur piste	1 021 500 €	1 307 470 €	-285 970 €	-22%
<b>TOTAL</b>	<b>4 155 427 €</b>	<b>5 226 571 €</b>	<b>-1 071 144 €</b>	<b>-20%</b>

Les prévisions budgétaires de ces recettes pour l'exercice 2021 sont évaluées avec une baisse de 30% pour les recettes des remontées mécaniques et de 15% pour les autres recettes liées à l'activité touristique.

Il est à noter également que les autres recettes relatives aux prestations facturées ont également enregistré une baisse conséquente à la crise sanitaire. Il s'agit principalement de :

- Les recettes de la restauration scolaire et du périscolaire ; suite à la fermeture des écoles.
- Les redevances d'occupation du domaine public.
- Les recettes de stationnement.
- Les redevances des services culturels et de loisirs.

➤ **Les recettes fiscales :**

D'une manière générale, les recettes fiscales, les dotations et participations de l'Etat et des autres organismes représentent 80% des recettes de la section de fonctionnement. Le niveau de leur recouvrement est conforme à la notification faite par les services de l'Etat.

Toutefois, la baisse de ces recettes est prévue pour l'exercice 2021, notamment sur les produits fiscaux en provenance du secteur des entreprises.

En effet, la fermeture de la Station pendant le premier et le second confinement, s'est traduite par l'arrêt de l'activité économique des Hôtels, des restaurants, des bars et des remontées mécaniques. Le niveau du produit fiscal issu des impôts de production sera plus faible puisqu'il est assis sur la valeur ajoutée.

Concernant les bases fiscales des taxes ménages (TH des résidences secondaires et la Taxe foncière), le PLF 2021 prévoit une actualisation nulle. Le projet du budget 2021 est bâti sur une stabilité des bases fiscales et un maintien à l'identique des taux d'imposition.

Les compensations fiscales perçues en 2020 sont reconduites en 2021.

### ➤ Evolution des concours financiers

La Dotation Globale de Fonctionnement évoluera légèrement à la hausse en 2020 en fonction du dynamisme de la population, à l'instar de ce qui a été constaté sur les deux derniers exercices.

Plusieurs logements seront mis sur le marché de l'immobilier, attirant ainsi de nouveaux habitants (en résidences secondaires et/ou bien principales).

## II-1-2) Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses réelles prévisionnelles totales de fonctionnement pour 2021 (hors opérations d'ordre et indemnité au délégataire) sont en baisse de 2% par rapport du Budget Primitif 2020.

### ➤ Les Charges générales :

Les dépenses courantes nécessaires au bon fonctionnement des services municipaux de la commune seront prévues au même niveau que celui du budget primitif 2020. Il est important de noter que ces prévisions budgétaires intègrent toutes les charges liées à la mise en place du Centre de Dépistage (l'achat des tests pour la COVID-19 et le matériel nécessaire).

### ➤ Les dépenses de personnel :

Les charges de personnels prévisionnelles au titre de l'exercice 2020 sont en baisse par rapport à 2020, en raison d'une part des périodes de confinement et d'autre part du décalage des recrutements des saisonniers.

Les prévisions sont basées sur le réalisé de 2019 en appliquant le taux de 2% relatif au Glissement Vieillesse Technicité (GVT). La prévision pour 2021 serait de 6,6M€ versus 6,8M€ en 2020.

### ➤ Evolution des subventions

La Commune maintiendra son soutien au tissu associatif qui participe au dynamisme de la vie de la Station. Elle poursuivra également sa contribution pour encourager les sportifs de haut niveau.

En partenariat avec l'Office du tourisme, elle contribuera aux différents événements majeurs qui animent la vie locale à la fois pendant la saison d'hiver et celle de l'été.

### ➤ Les dépenses exceptionnelles

Le projet de budget 2021 intègre l'indemnité de résiliation du contrat de délégation de service public avec DAL

; adopté par la délibération N° 2019-176 en date du 25/11/2019.

Sous réserve des dernières négociations en cours, le montant de l'indemnité de fin de contrat de la DSP des remontées mécaniques, la capacité d'euros.

Cette indemnité étant une charge exceptionnelle, sera versée en 2021, fera l'objet d'une demande de transfert et d'étalement des charges à la fois auprès de la Préfecture et de la Direction Générale des Finances Publiques.

### ➤ **L'Autofinancement**

Grâce à une gestion maîtrisée des dépenses et à l'opération de transfert et d'étalement de la charge exceptionnelle de l'indemnité de fin de contrat de la DSP des remontées mécaniques, la capacité d'autofinancement brute est en légère progression.

## **II-2) La section d'Investissement**

Avec la crise sanitaire, certains projets d'investissement ont été suspendus et d'autres arrêtés complètement. Seuls les travaux courants d'entretien de la voirie et des équipements publics ont été maintenus pour assurer à la fois la sécurité des habitants et des touristes et pour le bon fonctionnement des équipements publics.

Le compte administratif 2020 rendra compte des opérations achevées et des travaux reportés sur l'exercice 2021.

Certaines opérations pluriannuelles et représentant un volume financier élevé ont fait l'objet en 2020 d'Autorisations de Programme et de Crédits de paiement. Une délibération d'ajustement des Crédits de Paiement sera présentée au Conseil Municipal, lors du vote du Budget Primitif 2021.

### **Les principaux projets d'investissement de l'exercice 2021 sont les suivants :**

- La retenue collinaire du Lac de la Mura,
- L'acquisition et l'aménagement de la maison Médicale aux 2 Alpes.
- Changement des menuiseries de l'école des Deux Alpes (maternelle et primaire).
- L'aménagement Cairou/Rouchas.
- Les travaux défense incendie au Collet.
- La fin des travaux de l'extension du cimetière de Venosc,
- La création d'un parking à proximité de l'école de Venosc village.
- La fin des travaux à la Zac des Ougiers,
- L'aménagement du parking des « Chalets d'or ».
- La poursuite de l'amélioration de l'éclairage public,
- Les travaux annuels de voirie sur la station et dans les communes historiques,

- Une enveloppe pour les acquisitions foncières.

Bien entendu, des enveloppes sont prévues également pour l'entretien courant des différents bâtiments communaux et pour l'acquisition des matériels et équipements.

Le financement de ces travaux sera assuré par :

- Les ressources propres (l'autofinancement, les amortissements, le FCTVA et les produits des cessions),
- Les subventions des différentes collectivités et organismes,
- L'emprunt, en tant que variable d'ajustement.

Au moment de la rédaction du présent rapport, les arbitrages du budget ne sont pas encore finalisés, la répartition entre les trois volets de financement n'est pas encore décidée.

### III) La dette

L'encours de la dette au 1<sup>er</sup> janvier 2021 est de **35,7 millions d'euros**.

A la fin de l'exercice 2020, la Commune emprunte 2 millions d'euros pour financer une partie de l'indemnité à verser au délégataire sortant.

La prise en compte de l'aide du fonds de soutien restant à percevoir (soit 7,8 millions d'euros) ramène le stock de la dette à **27,9 millions d'euros**.

Pour mémoire, la Commune a sécurisé son stock de dette en 2016 avec effet en 2017 avec la désensibilisation de l'emprunt indexé sur le franc suisse.

L'annuité 2021 sera de **3,9 millions d'euros** contre 4,3 millions d'euros en 2020. Elle regroupe le remboursement du capital (2,5€) et des intérêts (1,4 M€).

### IV) Le Budget de l'Eau

Avec les nouvelles constructions réalisées sur la station, il est indispensable de renforcer les réseaux d'eau potable. A cet effet, des études ont été engagées en 2019 et 2020.

Pour l'exercice 2020, un programme d'investissement d'un montant de 1,5 millions d'euros a été inscrit au Budget primitif. Seule une partie des crédits sera reportée sur 2021 et le reste des crédits réinscrits sur 2021, en raison du gel des travaux liés au contexte de crise sanitaire et économique en 2020.

Compte tenu du montant des travaux et de la faible capacité d'investir de ce budget, la Commune financera une partie de ces investissements par le Budget Principal, en versant une subvention d'équipement. Les subventions de l'Agence de l'Eau et d'autres partenaires compléteront le financement.

## V) Le Budget annexe du lotissement de Venosc

La Commune envisage de créer de l'habitat permanent et inciter l'installation de jeunes couples dans les villages. C'est dans cet objectif que la Commune crée à Venosc un lotissement de 7 lots environ.

Conformément à la réglementation en vigueur, le budget du lotissement a été créé en 2020. C'est un budget annexe, assujéti à la TVA qui répond à l'instruction comptable M14. Les travaux de viabilisation et de vente des différents lots nécessitent donc la tenue d'une comptabilité de stocks.

Sur l'exercice 2020, aucune opération n'a été réalisée.

Aussi, pour l'exercice 2021, les mêmes crédits sont inscrits dans les deux sections.

Envoyé en préfecture le 31/12/2020

Reçu en préfecture le 31/12/2020

Affiché le

**SLOW**

ID : 038-200064434-20201217-DEL2020148-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

Commune  
**les 2 alpes**  
Mont de Lans - Venosc

